



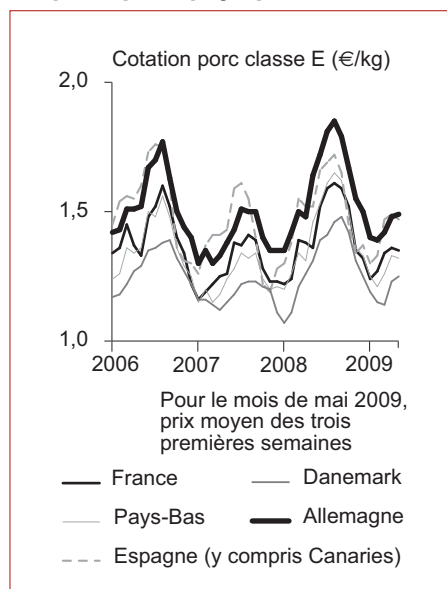
La filière porcine française toujours en difficulté

Début 2009, le prix du porc charcutier français reste au même niveau qu'en 2008. Les prix élevés de 2008 n'ont cependant pas encore permis de relancer la filière. En 2009, la production porcine française comme celle de l'Union européenne devrait se réduire à la suite des baisses d'effectifs observés en novembre 2008. Dans un contexte difficile, la consommation de viande porcine résiste mieux que les autres viandes.

Les prix de 2009 sont en repli par rapport à 2008

En France, sur les cinq premiers mois de l'année 2009, le prix du porc charcutier classe E se situe à un niveau

En mai, le prix du porc baisse dans les principaux pays producteurs



Sources : FranceAgriMer, Eurostat

équivalent à celui de 2008 et légèrement inférieur à celui de 2006. Il atteint 1,35 €/kg sur le mois de mai comme en 2008 à pareille époque. Tout au long de l'année 2008, il s'est maintenu à un niveau supérieur de 11 % au niveau de 2007, année de pic de production qui avait entraîné des prix bas.

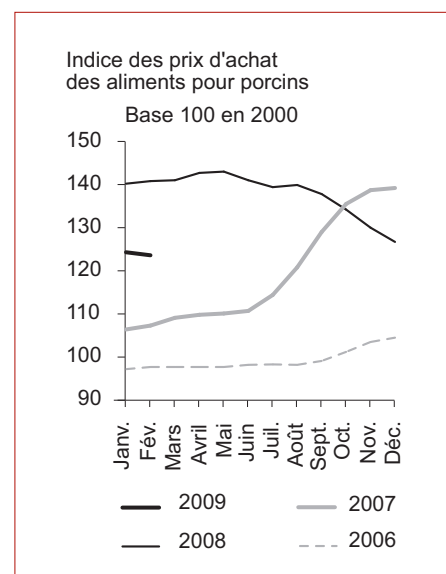
Dans l'Union européenne, cette évolution a été similaire dans tous les bassins. Par rapport à 2007, le prix de 2008 a augmenté de 16 % en Allemagne, de 11 % au Danemark, de 16 % aux Pays-Bas. Toutefois, il est en baisse au début de l'année 2009. Sur les trois premières semaines de mai 2009, le prix moyen européen a atteint 1,44 €/kg, inférieur de 6 % au cours de mai 2008.

Le coût de l'alimentation animale reste élevé

En 2009, le coût de l'alimentation animale reste relativement élevé. Bien qu'il ait diminué à la fin de l'année 2008, le prix d'achat des aliments pour porcins n'est pas redescendu au

niveau de 2007. En février 2009, un écart de 15 % subsiste. Le prix du porc ayant évolué favorablement, les marges des éleveurs se sont améliorées. Toutefois, d'après l'Institut du porc (Ifip), le prix payé aux producteurs permet

Baisse du coût de l'alimentation pour porcins depuis le dernier trimestre 2008



Sources : Agreste-Insee

trait de couvrir les coûts de production mais pas de dégager suffisamment de marges pour éponger les dettes accumulées depuis 18 mois. Un dispositif d'appui aux producteurs en difficulté a été mis en place au mois de mai par le Ministère de l'agriculture et de la pêche.

En 2009, la production porcine baisse en France...

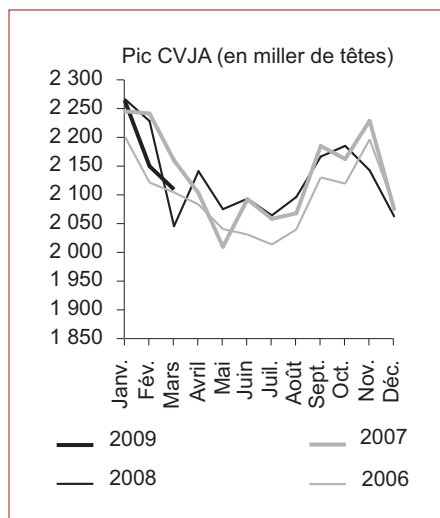
Malgré les mesures de soutien et la baisse du coût de l'aliment, la production porcine française (PIB) devrait baisser de 1,6 % en 2009 au vu de la baisse des effectifs porcins observée entre novembre 2007 et 2008. Le nombre de truies a fortement diminué et l'accroissement des performances d'élevage, hausse de la prolificité et baisse des pertes en engraissement, ne suffira sans doute pas à compenser la baisse de production.

Au premier trimestre 2009, la production porcine française est quasiment stable (- 0,3 %) et se situe à 6,5 millions de têtes. Toutefois, les abattages observés en avril ont fortement baissé

(- 5 %), conséquence de la baisse des effectifs de porcelets sevrés à l'automne dernier, ce qui annonce une diminution de même ampleur pour la production.

En 2008, la production porcine française s'est située au même niveau qu'en 2007 à 25,6 millions de têtes. Cette production se compose à 99 %

En 2009, baisse de la production porcine française



Source : Agreste

de porcs nés, élevés et abattus en France. En effet, les échanges de porcins vivants entre la France et l'étranger sont très faibles. À l'inverse, les échanges de porcelets entre élevages du territoire français sont eux importants. En 2007, ils concernent environ dix millions de porcelets, dont quatre millions sont mis/pris en pension et 6 millions sont vendus pour être engraisés (Roguet et Laugé, 2009).

... et dans la plupart des pays européens

Les baisses de production concernent de nombreux pays européens comme en témoignent les prévisions envoyées chaque année à Eurostat. La production de l'Union européenne devrait se réduire de 2,4 % avec une baisse marquée dans les nouveaux États membres. Pour ces derniers, la diminution serait de 8 % contre seulement 1,5 % pour les anciens de l'UE à 15. En effet, les cheptels porcins diminuent dans de fortes proportions, notamment les cheptels reproducteurs qui sont les garants de la production future. Plusieurs pays sont en pleine restructuration de leur appareil productif. Ainsi, le Danemark comme les Pays-Bas se réorientent vers des élevages naisseurs de grande dimension. Les porcelets produits alimentent à la fois le marché allemand et les pays de l'est de l'Union européenne. Les abattages danois sont d'ailleurs en baisse en ce début d'année et confirment une diminution de la production de porcs charcutiers.

La consommation de viande porcine baisse peu

Malgré la stabilité des prix à la production, les prix à la consommation de la viande porcine n'ont pas diminué. En mars 2009, le prix de la viande de porc et des charcuteries est supérieur de 2,6 % à celui de 2008. Toutes les viandes sont devenues plus chères, leurs prix ayant augmenté davantage que l'ensemble des prix de l'alimentation. Malgré cela, la viande de porc reste la moins chère pour le consommateur. D'ailleurs, c'est celle qui a le mieux résisté dans les achats des ménages en 2008, selon FranceAgriMer et TNS Sofres. Les volumes achetés n'ont diminué

Des aides face à la crise porcine

Depuis fin 2007, la filière porcine a bénéficié de différents soutiens publics pour faire face à la crise. En mai 2009, un crédit de trois millions d'euros a été débloqué par le Ministère de l'Agriculture et de la Pêche sous forme de bonification d'intérêts de prêts. Il est destiné aux « éleveurs de porcs les plus touchés par les conséquences de la crise économique affectant ce secteur en 2009 ». Ces prêts de crise peuvent être soit des prêts de consolidation soit des prêts de trésorerie. De telles mesures avaient déjà été mises en place début 2008 pour un montant total de 16 millions d'euros. Le niveau élevé du coût de l'aliment de fin 2007 à mi-2008 a encore accentué les difficultés de trésorerie de certains éleveurs déjà fragilisés.

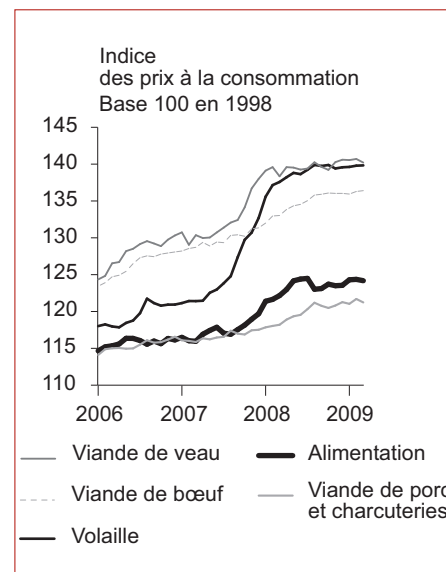
Au niveau européen, des restitutions à l'exportation ont été accordées aux États membres entre fin novembre 2007 et début août 2008, en raison du coût élevé de l'aliment et d'une concurrence accrue avec les États-Unis. En effet, la faiblesse du dollar par rapport à l'euro rend la viande originaire de ce pays beaucoup plus attractive que la viande européenne. Grâce aux restitutions, les exportations vers la Russie, qui représentent environ 25 % des tonnages exportés hors de l'Union européenne, ont doublé entre le 1^{er} semestre 2007 et le 1^{er} semestre 2008. Les exportations ont également fortement augmenté vers l'Ukraine et vers Hong-Kong sur cette période.

que de 0,7 % par rapport à 2007, contre une baisse de 5 % pour la viande de bœuf fraîche et de 3,6 % pour les volailles et lapin frais.

Au premier trimestre 2009, la consommation de viande porcine (Cic CVJA) calculée par bilan se replie de 0,4 %. Il faudra attendre fin mai pour voir si les communications concernant le virus A/H1N1 ont eu des conséquences négatives sur la consommation de viande de porc. En effet, fin avril, ce virus a fait son apparition au Mexique

et la grippe a été dans un premier temps appelé « grippe porcine » : le virus est le fruit d'une recombinaison de quatre souches différentes dont deux souches porcines. Les risques relatifs à la consommation de viande de porc ont été rapidement exclus et la maladie requalifiée mais il est possible que cette dénomination abusive ait eu un impact négatif auprès des consommateurs. Certains pays n'ont en effet pas hésité à suspendre les importations de viande porcine en provenance des pays touchés.

La viande de porc est celle dont le prix a le moins augmenté



Source : Insee

Sources et définitions

Sources

- Production : enquête mensuelle auprès des abattoirs de gros animaux réalisée par le SSP
- Commerce extérieur des animaux vivants : DGDDI (Douanes)
- Cotations du porc charcutier : FranceAgriMer (cotation française) et Eurostat (cotations européennes)
- Indice des prix à la consommation : Insee

Principales définitions

- Abattages contrôlés des animaux de boucherie - résultats bruts
Nombre (tête) et poids (tonne) des gros animaux de boucherie abattus dans les abattoirs publics ou industriels et dans les tueries particulières, contrôlés par les services vétérinaires
- Abattages contrôlés des animaux de boucherie - résultats CVJA
Les résultats des abattages bruts sont corrigés en appliquant des coefficients de variation journalière d'abattage (CVJA) afin de tenir compte du niveau d'activité des abattoirs qui diffèrent selon les jours de la semaine et la présence ou non de jours fériés dans le mois, le mois précédent ou le mois suivant.
- Production indigène contrôlée (PIC)
La production française CVJA correspond aux abattages contrôlés CVJA auxquels est ajouté le solde de commerce extérieur (Exportations - Importations) d'animaux vivants (hors reproducteurs).
- Consommation indigène contrôlée (CIC)
Les quantités de viande consommées en France - exprimées en tonne-équivalent-carcasse (téc) - pour un mois donné correspondent aux abattages contrôlés auxquels sont ajoutées les importations de viande et auxquels sont retranchées les exportations de viande et, le cas échéant, les variations de stocks à l'intervention.
CIC CVJA = Abattages contrôlés CVJA + (Importations - Exportations) de viandes - (Stocks fin - stock début) à l'intervention.
- Production indigène brute (PIB)
La production indigène brute est obtenue par calcul à partir des abattages totaux, augmentés des exportations et diminués des importations totales d'animaux vivants. Pour obtenir les abattages totaux, les abattages contrôlés sont redressés afin de tenir compte de l'ensemble des animaux abattus y compris hors abattoir. Les prévisions de production réalisées pour Eurostat sont des prévisions de PIB.

Pour en savoir plus

Toutes les informations conjoncturelles et structurelles sur les animaux de boucherie sont disponibles à parution sur le site Agreste de la statistique agricole : www.agreste.agriculture.gouv.fr

- dans « Données en ligne - Conjoncture agricole - Animaux de boucherie » pour les séries chiffrées
- dans la rubrique « Conjoncture - Animaux de boucherie » pour les publications Agreste Conjoncture

Les dernières publications Agreste parues sur le thème sont :

- « L'Europe élève moins de truies en 2008 », Agreste Conjoncture - Animaux de boucherie, mai 2009
- « Production porcine en baisse pour 2009 », Agreste Conjoncture - Animaux de boucherie, mars 2009
- « Chute des abattages de bovins et de porcs en avril 2009 », Agreste Conjoncture - Animaux de boucherie, n° 5/11, mai 2009

et les publications d'autres organismes :

- « La consommation des produits carnés par les ménages français en 2008 », FranceAgriMer, Synthèse 2008, avril 2009
- « La production et les flux de porcelets en France : volumes, acteurs et prix », Roguet C. et Laugé V., TechniPorc, Vol. 32, n° 1, 2009, revue technique de l'Ifip
- Baromètre porc, n° 387, mai 2009, Ifip

Le Centre de documentation et d'information Agreste (CDIA) : ouverture les lundis, mardis et jeudis de 14 h à 17 h - Tél. : 01 49 55 85 85, Mél. : agreste-info@agriculture.gouv.fr

Organismes et abréviations

- FranceAgriMer (Fam), établissement national des produits de l'agriculture et de la mer, est l'office agricole français unique issu de la fusion, au 1^{er} avril 2009, de cinq offices agricoles sectoriels, dont l'Office de l'élevage.
- Eurostat est l'office des statistiques des communautés européennes.
- Ifip : Institut français du porc



Agreste : la statistique agricole

Ministère de l'Agriculture et de la Pêche
Secrétariat Général
SERVICE DE LA STATISTIQUE ET DE LA PROSPECTIVE
12 rue Henri Rol-Tanguy - TSA 70007 - 93555 MONTREUIL SOUS BOIS Cedex
Tél. : 01 49 55 85 05 - Site Internet : www.agreste.agriculture.gouv.fr

Directrice de la publication : Fabienne Rosenwald
Rédacteur : Géraldine Martin-Houssart
Composition : SSP Beauvais
Dépôt légal : À parution
ISSN : 1274-1086
© Agreste 2009

Cette publication est disponible à parution sur le site Internet de la statistique agricole
www.agreste.agriculture.gouv.fr